

N° 5255

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2003-2004

PROJET DE LOI

autorisant le Gouvernement à émettre en 2004
un ou plusieurs emprunts

* * *

(Dépôt: le 2.12.2003)

SOMMAIRE:

	<i>page</i>
1) Arrêté Grand-Ducal de dépôt (28.11.2003)	1
2) Texte du projet de loi	2
3) Exposé des motifs et commentaire des articles	2

*

ARRETE GRAND-DUCAL DE DEPOT

Nous HENRI, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Sur le rapport de Notre Ministre du Trésor et du Budget et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Article unique.— Notre Ministre du Trésor et du Budget est autorisé à déposer en Notre nom à la Chambre des Députés le projet de loi autorisant le Gouvernement à émettre en 2004 un ou plusieurs emprunts.

Château de Berg, le 28 novembre 2003

Le Ministre du Trésor et du Budget,

LUC FRIEDEN

HENRI

*

TEXTE DU PROJET DE LOI

Vu l'article 99 de la Constitution;

Art. 1er.— Le ministre ayant le budget dans ses attributions est autorisé à émettre au cours de l'exercice 2004, selon les besoins, en une ou plusieurs tranches, un emprunt pour un montant global de 120 millions d'euros. Les conditions et les modalités de l'émission de cet emprunt seront fixées conformément au règlement grand-ducal du 19 décembre 2002 fixant les conditions et les modalités d'émission d'emprunts par l'Etat.

Art. 2.— Le produit de l'emprunt visé à l'article 1er sera réparti comme suit:

- un montant de 70 millions d'euros est porté directement en recette au fonds des routes conformément à l'article 16 de la loi modifiée du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes;
- un montant de 50 millions d'euros est porté directement en recette au fonds du rail conformément à l'article 11 de la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire.

*

EXPOSE DES MOTIFS ET COMMENTAIRE DES ARTICLES

L'article 99 de la Constitution prescrit qu'aucun emprunt à charge de l'Etat ne peut être contracté sans l'assentiment de la Chambre et qu'aucune charge grevant le budget de l'Etat pour plus d'un exercice ne peut être établie que par une loi spéciale.

Selon la Commission des Finances et du Budget de la Chambre des Députés, l'insertion d'un article spécial dans la loi budgétaire pour autoriser l'émission d'un emprunt au cours de l'exercice budgétaire en cause ne serait pas suffisante pour satisfaire à l'exigence constitutionnelle d'une „loi spéciale“.

Le Gouvernement soumet dès lors au vote de la Chambre des Députés un projet de loi spécifique l'autorisant à émettre en 2004 l'emprunt prévu initialement à l'article 42 du projet de loi budgétaire pour 2004. Ce dernier article devient dès lors superfétatoire.

Comme indiqué dans le cadre des amendements budgétaires, le Gouvernement n'entend plus se prévaloir de la possibilité d'émettre un emprunt affecté aux recettes budgétaires. Le présent projet se limite dès lors à solliciter l'autorisation d'émettre les tranches destinées à alimenter directement le fonds des routes et le fonds du rail.

Les conditions et les modalités de l'émission de cet emprunt seront fixées conformément au règlement grand-ducal du 19 décembre 2002 fixant les conditions et les modalités d'émission d'emprunts par l'Etat.